

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Economie Circulaire  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy  
– CS80145  
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy d'Anjou, le 12 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CTR 49**

ZAC de l'Aubinière  
28 rue du Rocher  
49800 TRELAZE

Références : EC-2022-157-INSP-CTR-Trélazé-RAP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement CTR 49 implanté ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 TRELAZE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CTR 49
- ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 TRELAZE
- Code AIOT dans GUN : 0006301385
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les activités de l'établissement CTR 49 du groupe VEOLIA PROPRETÉ situé à Trélazé sont la collecte et le tri-transit de déchets non dangereux issus d'activités économiques. Les effectifs sont d'une vingtaine d'employés dont au maximum quatre sur le centre de transit.

La surface du site d'environ 27 000 m<sup>2</sup> comprend un bâtiment d'entreposage des déchets d'environ 2 000 m<sup>2</sup>. L'établissement est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 1996 modifié les 27 juin 1999 et 1<sup>er</sup> octobre 2012 et d'un don acte du préfet sur l'antériorité de l'établissement soumis à enregistrement du 24 janvier 2019.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Action Régionale "Incendie"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
Etat des stocks	Lettre du 24/01/2019, article art 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, L'inspection des installations classées a constaté que le site était bien entretenu et propre.

L'inspection des IC a relevé un écart et une observation :

- mettre en place sous 1 mois des moyens techniques pour évaluer le volume des déchets dans les casiers situés en extérieur ;
- formaliser sous 1 mois la levée des observations notées lors du contrôle des installations électriques.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une réserve incendie de 200 m <sup>3</sup> . Les Robinets d'Incendie Armés (RIA) présents dans le bâtiment de tri transit de déchets sont contrôlés une fois/an. Le dernier contrôle réalisé par Eurofeu Services des 6 RIA date du 23/12/2021, idem pour les 21 extincteurs présents sur le site. Les plans du site facilitant l'intervention des pompiers sont affichés à l'entrée du site et dans le local bureau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques et mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées chaque année. Le dernier contrôle réalisé par DEKRA date du 12/10/21. Les 7 observations notées ont été levées par SPIE, entreprise d'électricité.
<b>Observations :</b> Les observations notées dans le rapport de contrôle des installations électriques ont été levées par SPIE, entreprise d'électricité mais non formalisées. L'inspection des IC demande à l'exploitant de formaliser la levée des observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
<b>Constats :</b> Des consignes de sécurité sont mises en place et des tests de sécurité incendie sont réalisés régulièrement. Le dernier test - conduite à tenir en cas de départ de feu- date du 23 mars 2022. Les consignes d'exploitation et de sécurité sont affichées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<b>Constats :</b> Le bâtiment principal abrite les installations de tri transit de déchets industriels banals en mélange et mono flux ( papiers/cartons). Le site n'est pas équipé de presse à balles. Les stockages des bois, verres, végétaux, plastiques sont réalisés dans des casiers ou des bennes situés sur des plateformes étanches.  L'exploitant était en mesure de connaître l'état des stocks à l'instant T obtenu à partir du bilan informatique journalier des tonnages entrants et sortants. 300 tonnes de déchets étaient en stock soit environ 2 000 m <sup>3</sup> de déchets tous flux confondus.  Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de moyens techniques pour évaluer les stocks situés en extérieur dans les casiers. L'inspection des IC demande à l'exploitant de mettre en place des moyens (bornes, piges,...) pour évaluer le volume des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 24/01/2019, article art 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> volume maximal autorisé de déchets 4 500 m <sup>3</sup> dont : <ul style="list-style-type: none"><li>- papiers/cartons, bois : 2130 m<sup>3</sup></li><li>- plastiques : 960 m<sup>3</sup></li><li>- collecte sélective : 720 m<sup>3</sup></li><li>- divers en cours : 890 m<sup>3</sup></li><li>- déchets industriels en mélange : 570 m<sup>3</sup></li><li>- déchets ménagers résiduels : 20 m<sup>3</sup> ( le week-end)</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- déchets de verre : 612 m<sup>3</sup></li><li>- métaux : 100 m<sup>2</sup></li></ul>
<b>Constats :</b> Le volume maximal autorisé de déchets entreposé est de 4 500 m <sup>3</sup> . Il n'y a plus de collecte sélective , ni de déchets ménagers résiduels le weekend sur le site. Lors de la visite d'inspection, le volume total de déchets présents était estimé à 2 000 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet